

Transparency and Public Accountability at IRCC

WHEREAS the Auditor General has reported that the backlog of immigration applications is in excess of two million applications, and decreasing the backlog requires transparency and public accountability;

WHEREAS essential resources at Immigration, Refugees and Citizenship Canada (IRCC) are redirected to respond to Access to Information (ATIP) requests and Federal Court applications are prompted by the lack of communication channels or reasons for decisions, which further intensifies the backlog:

WHEREAS the backlog is increased when counsel must make multiple requests to ensure justice for their clients, such as seeking reasons for immigration decisions through ATIP requests or judicial review applications to Federal Court;

WHEREAS IRCC Program Managers were instructed to cease responding to emails from counsel in 2022, ending communication channels that prevented many of the ATIP requests and judicial review applications;

Transparence et responsabilisation publique à IRCC

ATTENDU QUE la vérificatrice générale a signalé que les retards au chapitre des demandes d'immigration s'élèvent à plus de deux millions de demandes, et que la réduction de l'arriéré exige la transparence et la responsabilisation publique;

ATTENDU QUE des ressources essentielles d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) sont réaffectées pour répondre aux demandes d'accès à l'information (AIPRP) et que les requêtes auprès de la Cour fédérale sont motivées par l'absence de canaux de communication ou de motifs de décision, ce qui ne fait qu'aggraver l'arriéré;

ATTENDU QUE l'arriéré s'accroît lorsque les représentants juridiques doivent faire de multiples demandes pour garantir la justice à leurs clients, par exemple en cherchant à obtenir les motifs des décisions en matière d'immigration par le biais de demandes d'AIPRP ou de demandes de contrôle judiciaire auprès de la Cour fédérale;

ATTENDU QUE les gestionnaires de programme d'IRCC ont reçu pour directive de ne plus répondre aux courriels des représentants juridiques en 2022, ce qui a mis fin aux canaux de communication qui empêchaient un grand nombre de demandes d'AIPRP et de demandes de contrôle judiciaire;

WHEREAS the domino effect of IRCC backlogs impact the ability of the Federal Court and the Privacy Commissioner of Canada to respond in normal and statutory time periods;

WHEREAS it is in the interests of justice and procedural fairness that individuals be given reasons for decisions in a timely manner, and have access to effective communication with IRCC;

WHEREAS IRCC is undergoing a Department-wide reorganization to merge Policy and Operational sectors within each business line, presenting an opportunity to re-establish proper communication channels;

BE IT RESOLVED THAT the Canadian Bar Association urge Immigration, Refugees and Citizenship Canada to reduce its backlog by:

- disclosing full reasons for any application with all immigration decisions; and
- restoring effective communication channels with immigration counsel.

Resolution carried at the Annual Meeting of the Canadian Bar Association held in Ottawa, ON, February 8, 2024.

ATTENDU QUE l'effet domino des arriérés d'IRCC a une incidence sur la capacité de la Cour fédérale et du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada à répondre dans les délais normaux et statutaires;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la justice et de l'équité procédurale que les individus soient informés des raisons des décisions en temps opportun et qu'ils aient accès à une communication efficace avec IRCC

ATTENDU QU'IRCC fait l'objet d'une réorganisation à l'échelle du ministère afin de fusionner les secteurs politiques et opérationnels au sein de chaque secteur d'activité, ce qui offre l'occasion de rétablir des canaux de communication satisfaisants;

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE l'Association du Barreau canadien exhorte Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada à réduire son arriéré en :

- divulguant l'ensemble des motifs de toute demande avec toutes les décisions en matière d'immigration;
- rétablissant des canaux de communication efficaces avec les représentants juridiques en immigration.

Résolution adoptée à l'Assemblée annuelle de l'Association du Barreau canadien, à Ottawa (ON), le 8 février 2024.